



NORWEGIAN  
REFUGEE COUNCIL



Save the Children

World Vision



Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, Session 46  
19 mars 2021  
Version écrite

POINT 10 - DI renforcé sur le compte rendu oral et le rapport du HC sur République démocratique du Congo  
(HC et experts sur Kasai)

*Déclaration commune par World Vision International au nom de Care international, Norwegian Refugee Council, Oxfam, Save the Children International et World Vision International*

Madame la Présidente,

Au nom de World Vision, Care International, Norwegian Refugee Council, Oxfam et Save the Children, nous accueillons 2021 avec un optimisme prudent et un rappel de la dure réalité en République Démocratique du Congo (RDC) – un pays qui compte 19,6 million de personnes en besoin d'aide humanitaire parmi lesquelles 50% d'enfants<sup>1</sup>. Aujourd'hui, 1 personne sur 12 dans le besoin humanitaire dans le monde vit en RDC.

Le région du Kasai est l'une des régions les moins développées de la RDC – caractérisée par des taux élevés de malnutrition, des épidémies, des soins de santé médiocres et dégradants, une insécurité alimentaire et des violations de la protection, y compris les Violences Basées sur le Genre (VBG) – l'insécurité dans la région en 2016 n'a fait qu'exacerber la situation. Pour la seule période de Janvier à Juin 2021, le Kasai fait partie des provinces avec la plus forte population confrontée à une insécurité alimentaire aiguë, avec des niveaux d'IPC entre les niveaux de crise et d'urgence<sup>2</sup>. Aujourd'hui, 7,8 million de personnes ont besoin d'une aide humanitaire et sont touchées par l'insécurité persistante dans les Kasais<sup>3</sup>.

Alors que les Nations Unies (ONU) signalent une amélioration dans la région du Kasai, l'exception demeure en ce qui concerne les violences sexuelles, avec 763 cas vérifiés au cours de la période considérée<sup>4</sup>. Les partenaires humanitaires au Kasai condamnent l'intensification de la violence en janvier 2021 dans la zone de santé de Kakenge qui a vu 21,000 personnes déplacées, le pillage et la perte de biens avec plus de 500 maisons incendiées, et la séparation des familles qui a entraîné plus de 140 enfants non accompagnés<sup>5</sup>. Une évaluation rapide multisectorielle dirigée par l'ONU, menée en février 2021, met en évidence environ 200 filles et 3,000 garçons qui continuent d'être associés à des groupes armés<sup>6</sup>. Le recrutement des enfants continue d'être un inquiétude. De par le rapport du mécanisme de surveillance et rapport sur les violations graves, 1,047 recrutements vérifiés tardivement ont été enregistrés dans les Kasais entre 2017 et 2019 résultant d'une augmentation de l'accès aux enfants qui se sont auto-démobilisés; en 2020, 179 nouveaux recrutements ont été enregistrés.

Les communautés nouvellement déplacées et marginalisées n'ont pas accès aux abris et à la terre, ce qui les rend vulnérables à l'insécurité alimentaire et aux violations de la protection, y compris les VBG. En moyenne, les ménages ont un repas par jour et doivent recourir à la consommation d'aliments sauvages dangereux disponibles ou à emprunter de l'argent pour acheter de la nourriture. Les abris durables sont pratiquement indisponibles, la

<sup>1</sup> 2021 Humanitarian Needs Overview: Democratic Republic of Congo

<sup>2</sup> [DR Congo: Integrated Food Security Phase Classification Snapshot, July 2020 to June 2021](#)

<sup>3</sup> 2020 Humanitarian Response Plan: Kasai, July to December 2020

<sup>4</sup> [UN Security Council, Children and armed conflict in the DRC, Report of the Secretary General, October 2020](#)

<sup>5</sup> UNOCHA, Inter-Cluster Regional, Région Kasai, Rapport de l'Évaluation Rapide Multisectorielle, 22 Février 2021

<sup>6</sup> Ibid.

grande majorité des communautés déplacées et d'accueil vivant dans des situations précaires, multipliant les incidents de VBG – les jeunes dorment souvent dans des centres collectifs, tels que des espaces communautaires et des églises<sup>7</sup>. Nonobstant le besoin humanitaire, alors qu'il y a un calme relatif à Kakege, et au Kasai plus généralement, les cas de violences sexuelles (en particulier les agressions sexuelles et le viol de jeunes filles) sont en augmentation, les centres de santé mal équipés n'arrivent pas à fournir des kits de prophylaxie post-exposition et les autorités locales ne sont pas en mesure de répondre aux besoins des survivantes<sup>8</sup>.

Les besoins en matière de santé donnent à réfléchir et ont un impact néfaste sur les communautés. Moins de 25% de la population a accès au lavage des mains, au savon et aux latrines<sup>9</sup>. Les principales maladies affectant les adultes sont principalement: le paludisme, la diarrhée aiguë, la malnutrition aiguë sévère et la fièvre typhoïde; pour les enfants, les principales maladies de santé sont: la diarrhée aiguë, le paludisme et les infections respiratoires aiguës<sup>10</sup>. Le conflit a eu un impact négatif sur l'utilisation des services curatifs, en particulier dans l'épicentre du conflit qui affecte les populations autochtones.

Les discussions de groupe menées lors de l'évaluation en février 2021 mettent en évidence deux principales préoccupations communautaires qui, si elles ne sont pas résolues, connaîtront une crise durable: la marginalisation des groupes autochtones (à savoir: les Batwa) et la légitimité coutumière régnant dans le groupe, qui restent non résolues par les autorités provinciales<sup>11</sup>. L'accès à la terre joue également un rôle important dans la discussion des droits des autochtones et des populations déplacées; seulement 40% de la population a accès à la terre, ce qui conduit à l'exploitation d'autres personnes sans accès – à savoir: les communautés extrêmement pauvres, marginalisées et déplacées.

La violence ciblée entraînant la destruction des terres et des abris, l'augmentation des violations de la protection et VBG, le manque de soins de santé fondamentaux et l'insécurité alimentaire qui est étroitement liée au conflit, équivaut à de graves violations des droits de l'homme, des enfants et des peuples autochtones.

Ensemble, nous appelons le Gouvernement de la RDC, les États membres et la communauté internationale à:

- Renforcer les systèmes de protection complets, y compris l'assistance vitale pour les survivants des violences basées sur le genre qui n'ont pas accès à une voie d'orientation complète, y compris l'accès aux services de justice.
- Mettre en œuvre les engagements relatifs au Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés (OPAC), en garantissant un investissement politique et financier dans des programmes complets et sensibles au genre qui garantissent la réintégration en toute sécurité des filles et des garçons.
- Augmenter immédiatement le financement de l'aide humanitaire, du développement, de la paix et de la réconciliation dès maintenant et au-delà du retrait de la MONUSCO, en particulier alors que les acteurs continuent d'œuvrer à la recherche de solutions aux conflits passés et en cours, et assurer la mise en œuvre du mandat enfants et conflits armés (CAAC) dans toute la région.
- Aider l'État à affirmer une plus grande responsabilité pour régler les conflits relatifs à la propriété foncière et à mener des enquêtes sur les violations du DIH et du droit international des droits de l'homme de tous les Congolais – en particulier les enfants, les femmes, les marginalisés et les peuples autochtones.

Merci.

---

<sup>7</sup> Ibid.

<sup>8</sup> Ibid.

<sup>9</sup> Ibid.

<sup>10</sup> Ibid.

<sup>11</sup> Ibid.